

Géographie  
et cultures

## Géographie et cultures

79 | 2011

Patrimonialisations en Afrique

---

# Le patrimoine pastoral au prisme de la décentralisation politique

Les fêtes du yaaral et du degal au Mali

*Pastoral heritage through the prism of the Malian decentralization policy: the festivals of the yāaral and Degal in Mali*

Anaïs Leblon

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/gc/362>

DOI : 10.4000/gc.362

ISSN : 2267-6759

### Éditeur

L'Harmattan

### Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2011

Pagination : 11-28

ISBN : 978-2-296-96744-1

ISSN : 1165-0354

### Référence électronique

Anaïs Leblon, « Le patrimoine pastoral au prisme de la décentralisation politique », *Géographie et cultures* [En ligne], 79 | 2011, mis en ligne le 25 février 2013, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/gc/362> ; DOI : 10.4000/gc.362

---

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

---

# Le patrimoine pastoral au prisme de la décentralisation politique

Les fêtes du yaaral et du degal au Mali

*Pastoral heritage through the prism of the Malian decentralization policy: the festivals of the yāaral and Degal in Mali*

Anaïs Leblon

---

- 1 Dans le milieu des années 1990, le Mali, comme plusieurs autres pays africains, s'engagea dans un programme de décentralisation politique<sup>1</sup>. Un transfert effectif d'une partie des pouvoirs vers les populations organisées en commune s'effectua. Le choix de la constitution des communes fut laissé à la population. Leur formation eut pour conséquence de réanimer les tensions anciennes dans la mesure où elles allaient être le nouveau cadre de référence pour la gestion du foncier et des ressources naturelles (Fay, 1999 ; Fay & al. (dir.), 2006). Parallèlement, avec l'avènement de la troisième République, qui mit fin au régime du parti unique du président Moussa Traoré, la valorisation des patrimoines du Mali eut comme ambition de renforcer le programme de décentralisation politique en fournissant des ressources économiques aux communes (Arnoldi, 2006 : 64 ; Ouallet, 2003a : 69-74, 2003b : 302 et 311 ; Doquet, 2006). S'engagea à ce moment une politique de création de monuments dans la capitale Bamako (Arnoldi, 2003 ; de Jorio, 2006, Konaté, 2006) et un important développement de festivals (Doquet, 2008) chargés de mettre en avant la diversité culturelle du pays, tout en favorisant le développement des différentes régions du Mali. Récemment, l'introduction par l'UNESCO, de la notion de patrimoine culturel immatériel permit de donner un nouvel élan à la reconnaissance de performances culturelles. En 2005, l'UNESCO procéda à l'inscription de « l'espace culturel du yāaral et du degal » à la liste des « chefs-d'œuvre du patrimoine oral et immatériel de l'humanité » après qu'il ait été proposé par le ministère malien de la Culture, par le biais de sa Direction Nationale du Patrimoine Culturel (DNPC)<sup>2</sup>. L'ethnographie de la mise en patrimoine de ces fêtes de transhumance peules du Delta intérieur du Niger permet une étude de la patrimonialisation définie comme une déclinaison locale des rapports entre l'État malien (et son administration) et le monde pastoral au moment où la décentralisation est effective.

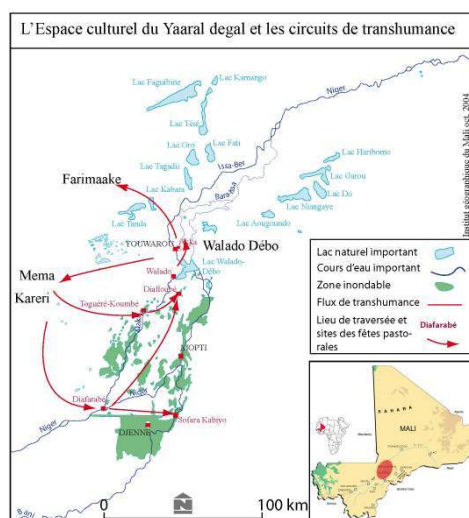
- 2 Plutôt que d'opposer des processus de patrimonialisation imposés par « le haut » à d'autres venant « d'en bas », c'est à l'interaction des deux et au regard des détournements dont ils sont l'objet que je propose d'observer les constructions patrimoniales. Pour cela, les usages et les objectifs de la patrimonialisation du *yâaral* et du *degal* seront interrogés à partir d'une analyse des interactions conflictuelles entre des procédures concrètes d'application du processus de décentralisation politique et des pratiques ordinaires du pastoralisme dans le contexte spécifique du Mali contemporain. Le contrôle des définitions et de la sélection des patrimoines locaux par l'État, mais aussi par les populations qui s'opposent et proposent leurs propres reformulations du passé et de l'identité renseignent sur les dynamiques sociales et politiques en cours. Si l'activité pastorale est aujourd'hui soumise à un processus étatique de reconnaissance patrimoniale, comment les pouvoirs publics se sont-ils impliqués dans sa gestion ? Comment les arguments écologiques et politiques relatifs à la gestion concertée des ressources naturelles par les récentes collectivités territoriales et les structures traditionnelles du pouvoir pastoral s'expriment-ils dans l'arène patrimoniale ? Comment les enjeux pastoraux actuels (la sécurisation foncière notamment) et la redéfinition des pouvoirs politiques locaux conditionnent-ils la requalification patrimoniale des festivités de transhumance dans un contexte de décentralisation politique ?

#### « L'espace culturel du *yâaral* et du *degal* » : une politique de gestion et de développement de l'espace deltaïque

- 3 Tel qu'il est inscrit à l'UNESCO, l'« espace culturel du *yâaral* et du *degal* » correspond à celui des trajets pastoraux des éleveurs peuls s'étendant des plaines inondées du Delta intérieur du fleuve Niger (« bourgoutières ») aux terres exondées du Sahel, du *Meema*, du *Farimaake*, du *Kaareri* à l'ouest et du *Seeno*, au pied du plateau dogon (figure 1). Le *yâaral* et le *degal* sont des fêtes de transhumance annuelles. Au sein des groupes pastoraux, elles donnent lieu à plusieurs manifestations : défilé des troupeaux, concours du troupeau le plus gras, rencontres des jeunes bergers et des jeunes filles, déclamation de poèmes pastoraux par les bergers, décoration des maisons, démonstration de l'esthétique féminine par la réalisation de parures. Au mois de décembre, le *yâaral* symbolise l'ouverture des pâturages deltaïques que les troupeaux de bovins vont fréquenter pendant la saison sèche (décembre à juin). Il correspond à la traversée du fleuve *Jaaka* par les troupeaux de *Jafaraabe* (les *Jafaraaji*), revenant des terres sèches reverdies temporairement par la saison des pluies (de juin à octobre). Le *degal* est la descente, au mois d'avril, des troupeaux de *Jallube* dans les bourgoutières du *Walado Debo*, la dernière zone de pâture avant leur départ pour le Sahel. Ces fêtes marquent l'ouverture et la clôture du calendrier des déplacements des troupeaux de bovins dans le Delta. Entre ces deux dates, chaque retour d'un groupe de transhumance dans son territoire pastoral (*leydi*) donne lieu à une manifestation festive. Ces célébrations sont avant tout des institutions de gestion des préséances d'accès dans les *leydi* du Delta. Elles sont les pivots d'un mode d'exploitation des pâturages inondés, appelés bourgoutières ou *burgu*, définis en fonction de préséances d'accès et contrôlés par des *jowro*, des gestionnaires des *leydi* à la tête de groupe de transhumance. Les *jowro* perçoivent une taxe, le *conngi*, prélevée sur les troupeaux étrangers à leurs groupes de transhumance et désirant pâturer dans les territoires qu'ils contrôlent. Les fêtes perpétuent de manière symbolique et effective (par l'amendement des troupeaux « étrangers » au territoire pastoral et la non-participation à une partie des pratiques festives comme la compétition pour le troupeau le plus gras ou le

défilé des troupeaux) les distinctions entre éleveurs « propriétaires » (*jeyaaɓe*) et « étrangers » (*hoɓɓe*) au *leydi*. Elles réaffirment les droits spécifiques d'un groupe d'éleveurs revendiquant une histoire et des préséances communes sur un espace pastoral.

Figure 1 : L'espace culturel du *yaara/* degal et les circuits de transhumance



**Figure 1 :** Copie de la carte versée au dossier de candidature de « L'espace culturel du yaaral et du degal » pour son classement à la « liste des chefs-d'œuvre du patrimoine oral et immatériel de l'humanité » (A. Leblon, 2011, d'après : DNPC, 2004 : 29).

- 4 Le Delta, zone inondable exceptionnelle en milieu sahélien, est ainsi fréquenté par un million de bovins et deux millions de petits ruminants chaque année (DRPIA, 2009). Il constitue un écosystème exploité par éleveurs, agriculteurs et pêcheurs de manière saisonnière. Depuis les années 1970, les baisses régulières du niveau des crues et la redéfinition des rapports socio-économiques et politiques entre groupes ont accentué la concurrence entre et au sein des systèmes de production pastorale, halieutique et agricole. Avec la mise en place de la décentralisation politique dans les années 1990, l'État a identifié la résolution des conflits fonciers et la mise en place d'une gestion durable des ressources naturelles comme les priorités à résoudre pour le développement de la région (Barrière & Barrière, 2002 ; Mosely & *al.*, 2002). La prise en compte de ces objectifs induits par les transformations sociopolitiques et écologiques est sous-entendue par le discours patrimonial accompagnant le dossier de candidature présenté à l'UNESCO (DNPC, 2004) bien que la DNPC et les « personnes ressources » consultées aux différentes étapes du processus de classification jouent surtout sur la réification de la tradition pastorale et de l'image stéréotypée du berger et de la femme peule en valorisant essentiellement les aspects spectaculaires, esthétiques et festifs de l'espace de la transhumance (Leblon, 2011). Les agents du patrimoine proposent un discours explicitement normatif sur la cohésion entre groupes de pasteurs, de pêcheurs et d'agriculteurs et sur la réactualisation des liens intercommunautaires que ces fêtes permettraient. Cette rhétorique est assortie d'un discours performatif sur la bonne gestion des ressources naturelles : la valorisation du patrimoine pastoral doit permettre le retour à des pratiques respectant les différentes

catégories socioprofessionnelles du Delta et à une gestion concertée des ressources naturelles. Le projet patrimonial oscille alors entre un programme de sauvegarde concernant les emblèmes de la culture peule (le pastoralisme transhumant, la littérature orale et l'esthétique féminine à travers des activités d'inventaire et de sensibilisation) (Leblon, 2011) et un programme conjoncturel de développement social et économique de la région.

- 5 La valorisation touristique de la région de Mopti<sup>3</sup>, par le classement des fêtes – s'ajoutant à l'image du fleuve Niger et des autres sites classés de la région : la ville de Djenné et le pays Dogon –, est présentée comme une nouvelle stratégie d'appui aux communes du Delta. Le patrimoine se transforme en ressource locale que les collectivités territoriales doivent mettre en valeur et gérer. Les fêtes de transhumance et par extension les pêches collectives, les courses de pirogues, la faune et la flore deltaïques acquièrent un nouveau statut en devenant les ressorts potentiels du développement économique. Comme en pays dogon, la « culture » devient « l'enjeu crucial pour accéder au développement » (Ciarcia, 2003 : 155) et le moyen par lequel les pays obtiennent des « labels de bonne gouvernance, gage de l'octroi de crédits importants de la part des bailleurs de fonds internationaux » (Amselle, 2010 : 13). La gestion patrimoniale lance ainsi les maires et les acteurs locaux dans une compétition où la valorisation de la culture devient un enjeu politique (Doquet, 2006 : 319). À un autre niveau, la décentralisation, avec les recompositions politiques qu'elle a nécessitées et la redéfinition des relations de pouvoir qu'elle a permis, a également reposé la question de l'appartenance à un groupe, une communauté ou une localité (Bayart & al., 2001 ; Ceupens & Geshiere, 2005). Cette question doit être abordée à propos des détournements du classement patrimonial par les *jowro* soucieux de protéger leurs droits d'exploitation sur le *burgu* face à d'autres gestionnaires potentiels, les collectivités territoriales notamment. Depuis quelques années, ces derniers sont devenus des interlocuteurs privilégiés des administrations pour tout ce qui concerne la gestion de l'activité pastorale, son développement et l'organisation des festivités. Ils sont qualifiés de « personnes-ressources », pivots de l'organisation de la transhumance dans le projet patrimonial soumis à l'UNESCO. En se décentrant d'une approche par la patrimonialisation institutionnelle, l'analyse des débats actuels sur la réforme du statut des *jowro* – et des bourgoutières qu'ils contrôlent – permet une relecture de la patrimonialisation officielle des fêtes et des mises en récits, parfois paradoxales, du passé des sociétés agropastorales du Delta intérieur du Niger.

### Une lecture « écologico-politique » du patrimoine pastoral pour une gestion décentralisée des bourgoutières

- 6 La reconnaissance patrimoniale des fêtes par une procédure d'inscription à l'UNESCO prolonge le lien ancien de l'appareil politico-administratif au *yâaral* et au *degal*. Dès les années 1960, l'administration par le biais de la Conférence régionale sur les bourgoutières a eu pour but de réguler la transhumance. Elle fixe les dates de traversée des fleuves et des marigots d'entrée dans les bourgoutières. Avec la décentralisation, l'État propose de prolonger la réforme de la gestion des bourgoutières. Depuis une dizaine d'années, conformément à la loi de constitution du domaine des collectivités territoriales, les mairies sont responsables de la gestion, de l'aménagement, de la conservation, et de la sauvegarde de l'équilibre écologique de leur domaine, dont font partie certains territoires pastoraux. Cet extrait du discours inaugural prononcé par le directeur de cabinet du

gouvernorat de Mopti lors de la Conférence régionale sur les bourgoutières du 25 novembre 2008 illustre les nouvelles orientations souhaitées par les pouvoirs publics :

« Cette tradition des populations éleveurs datant du 13<sup>ème</sup> siècle et réglementée depuis le royaume théocratique de Sékou Amadou<sup>4</sup> est aujourd'hui source de nombreux conflits familiaux, claniques et communautaires dont les dénouements heureux, et souvent malheureux hélas, perturbent la vie et la tranquillité de notre région et influent négativement sur son développement. Les litiges interminables fragilisent les liens sociaux et occupent une bonne partie du temps de travail des responsables administratifs, politiques, judiciaires et de la société civile. Cela doit être circonscrit par la prise de mesures préventives que la Conférence régionale doit adopter en fin de travaux. (...). La gestion des bourgoutières est devenue un problème de développement. En tant que tel, les collectivités décentralisées ont obligation de s'en approprier et doivent les insérer chaque année dans leur PDESC (Plan de développement économique, social et culturel). En effet, depuis le 19<sup>ème</sup> siècle, la gestion des bourgoutières a été l'œuvre des *jowro* propriétaires coutumiers. Aujourd'hui, la dégradation de l'environnement devient de plus en plus hostile, la gestion foncière et domaniale, le rétrécissement des espaces pastoraux et la fragilisation des écosystèmes nous imposent un changement de comportement dans la conduite et la gestion de ces biens précieux. Hier la nature offrait des conditions idoines pour le développement animal, ce n'est plus le cas de ce XXI<sup>ème</sup> siècle. Conscient de ces dangers, j'en appelle aux collectivités responsables du développement local, aux *jowro* gestionnaires coutumiers des pâturages, aux politiques décideurs des grandes orientations nationales, aux techniciens chargés de l'exécution, aux partenaires qui nous accompagnent, aux éleveurs bénéficiaires, de regarder dans la même direction, de converger vers un même but à savoir la préservation et la bonne exploitation des bourgoutières. D'autres facteurs non moins importants nous imposent de sauvegarder ce patrimoine. En effet, le 25 novembre 2005 à Paris, la zone bourgoutière de Mopti a été honorée par l'UNESCO en proclamant solennellement « l'espace culturel du *yāaral* et du *degal* » comme chef-d'œuvre de l'humanité. Par cette action solennelle, l'UNESCO a fait de notre région une destination touristique que nous devons exploiter et valoriser en faisant de chaque point de traversée un centre d'exploitation culturelle et de festivités, faire de chaque bourgoutière et de chaque *leydi*, un centre d'éco-tourisme ».

- 7 Pour une partie des services techniques et administratifs, la sauvegarde patrimoniale des fêtes est liée à une meilleure réglementation de l'accès aux bourgoutières. Si les « *jowro* sont juridiquement niés depuis l'indépendance » (Fay, 1999 : 127-128) qui mit en place un programme de nationalisation des terres<sup>5</sup>, l'administration est obligée d'avoir recours à eux dans ses négociations avec le monde pastoral. Depuis la mise en place de la décentralisation, les redevances perçues dans le *burgu* par les *jowro* représentent également une source potentielle de financement pour des collectivités territoriales qui n'ont pas encore les moyens d'assurer leur fonctionnement. La question est alors de savoir comment associer les compétences des *jowro* aux collectivités territoriales pour une répartition des gains obtenus dans les territoires pastoraux s'étendant sur plusieurs communes et dont le statut juridique est ambigu.
- 8 La Charte pastorale adoptée en 2001 définit les espaces pastoraux relevant du domaine de l'État et des collectivités territoriales<sup>6</sup>. Ces dernières sont chargées de la gestion des bourgoutières communautaires relevant de leur ressort territorial qui doit être effectuée en collaboration avec les organisations de pasteurs constitués en « comités locaux de gestion » et les services techniques compétents. Ce texte et la mise en place de la décentralisation posent plusieurs questions quant à la reconnaissance légale des *jowro* et de leurs pâturages lignagers. Au-delà du fait que les *jowro* ne soient pas mentionnés dans la Charte pastorale – loi valide à l'échelle nationale, la question des *jowro* ne concernant

que l'exercice du pastoralisme en 5<sup>e</sup> région, la particularité locale n'a pas été incluse – ce texte maintient le flou juridique. 1) Ce dernier ne définit pas clairement ce qu'il entend par bourgoutières privées ou communautaires. Est-ce que les pâturages familiaux sous contrôle des *jowro* entrent ou non dans le domaine pastoral dont les collectivités territoriales ont la charge ? 2) Les organisations de pasteurs qui pourraient travailler avec les communes n'existent pas encore. 3) La non-conformité du découpage territorial communal avec les propriétés coutumières des *jowro* et les pâturages communautaires peut aboutir à des conflits entre communes et entre *jowro* et communes.

- 9 Pourtant, la décentralisation comme projet politique semble devoir s'appuyer sur les ressources patrimoniales et pastorales de son territoire pour être menée à bien et répondre aux deux priorités politiques, reconnues et partagées, pour l'ensemble du Delta : la prévention des conflits et une gestion durable des ressources naturelles. Alors qu'on aurait pu penser que les agents de la décentralisation allaient se référer directement à la Charte pastorale et aux lois portant création des communes pour justifier ce programme politique et sensibiliser les populations pastorales à sa réalisation, ils s'appuient sur une lecture de l'histoire du Delta, ses dynamiques écologiques et socio-politiques ainsi que sur une réinterprétation de l'honneur des *jowro*. La répartition des redevances sur les pâturages institués par la *Diina*, l'empire peul fondé par Sékou Amadou au XIX<sup>e</sup> siècle, et son investissement dans le développement de la communauté en sont les éléments principaux. Les *jowro* sont convoqués pour mettre leurs compétences en matière de gestion pastorale au service des communes et lui reverser une partie des taxes qu'ils perçoivent dans le *burgu*. La répartition de la redevance payée par les troupeaux étrangers, telle que les communes le demandent, ne serait pas différente de la pratique instituée par Sékou Amadou. Le cadre communal, après celui de la *Diina*, doit s'imposer aux pratiques individuelles des *jowro*. Dans les faits, il semble qu'un pourcentage du *conngi*, la redevance de pâturage a toujours été reversée aux pouvoirs politiques en place. La *Diina* recevait une partie des recettes des redevances (Legrosse, 1999 : 261). Pendant la période coloniale, les chefs de canton avaient aussi leur part et ces pratiques se sont maintenues depuis l'indépendance (Legrosse, 1999 : 265 ; Cissé & Cotula, 2007 : 98). Les *jowro* rejettent pourtant l'idée d'un « droit coutumier » du pouvoir politique. Ils parlent plutôt de « cadeau » (*koŋu*) donnés aux *laamu* (l'autorité) c'est-à-dire les maires, les préfets, les forces de l'ordre sans que cela soit toujours bien défini. Cette remise d'une part des bénéfices perçus dans le *burgu* peut être mise en parallèle avec un modèle du pouvoir fondé sur l'honneur, la force et le prestige. Jacky Bouju souligne que « dans ce cadre idéologique, le « cadeau » demandé ou donné est conçu comme un « tribut » et son principe est de marquer le respect et la soumission à l'autorité. La reconnaissance de cette marque de respect par l'autorité destinataire étant susceptible d'attirer en retour sa bienveillance ultérieure » (2000 : 7)<sup>7</sup>. Avec la décentralisation, il y a une tentative d'institutionnaliser une pratique informelle de redistribution du *conngi*. Toutefois, cette redistribution a évolué au cours du temps. À l'époque coloniale, elle s'inscrivait dans des rapports de domination, d'obligation ou de réciprocité et de prestige plus que dans l'optique d'une participation consciente et choisie au développement de la communauté telle que cela est promu avec la décentralisation. La justification du partage du *conngi* est reformulée dans des termes qui autorisent son appropriation partielle par la commune. Cette reformulation est construite sur l'utilisation d'une image valorisée de la *Diina* qui est présentée comme étant à l'origine de l'institution d'un système de répartition favorable à l'ensemble des populations et qui permettrait une exploitation raisonnée des pâturages (Cissé & Cotula, 2007). En se référant à la *Diina*, les agents des services



techniques, les responsables politiques et administratifs et les intermédiaires (chercheurs et experts locaux) utilisent le même mode discursif que les éleveurs du Delta qui évoquent la *Diina* pour légitimer leurs droits ou leurs possessions<sup>8</sup>. Les acteurs de la décentralisation en parlant de « moralisation » de la fonction de *jowro* rejoignent également le discours des éleveurs qui déplorent la perte d'honneur (*teddengal*) des *jowro* et leur appât du gain. Ils proposent un retour à la tradition en dénonçant des pratiques prédatrices qui sont définies comme la cause de situations conflictuelles dans le Delta et qui participeraient à la dégradation des ressources naturelles. Sten Hagberg, à propos des limites rituelles de forêts sacrées au sud du Burkina Faso avait montré comment, dans la lutte pour la gestion des ressources locales, les agents de développement et les écologistes sont devenus de plus en plus conscients du rôle potentiel des notions souvent essentialisantes de la culture et des traditions locales (Hagberg, 2006). Dans le Delta, les « experts », les hommes politiques et les agents administratifs proposent également un retour à la « tradition ». Le passé des sociétés pastorales et les références morales à l'honneur sont transformés en ressources patrimoniales à respecter et servent de justifications aux projets politiques contemporains et aux réformes territoriales. Ils deviennent une tradition légitimant le transfert des compétences aux communes en même temps que les arguments justifiant une politique patrimoniale de valorisation de l'élevage transhumant.

- 10 La patrimonialisation institutionnelle apparaît ainsi comme une des formes de la décentralisation. Du moins, les objectifs de la patrimonialisation rejoignent ceux de la décentralisation politique dans un programme commun de valorisation culturelle et de protection écologique de la région. Elles ont toutes les deux l'ancrage dans le local et la valorisation de la communauté deltaïque au sens large – c'est-à-dire englobant les différentes catégories de la société – comme ressort discursif. Cependant, le discours patrimonial institutionnel ne reprend pas les débats contemporains sur la réforme du statut du *jowro*. Celle-ci n'a pas été interrogée lors des activités de sauvegarde et de promotion patrimoniales. Patrimonialisation institutionnelle et réforme du *jowraaku* ne semblent donc jamais pensées de manière conjointe, comme si la politique de transfert des compétences en matière de gestion des ressources pastorales aux communes n'avait pas de conséquences sur l'organisation territoriale de la transhumance ou l'organisation des fêtes. Ceci souligne l'impossibilité pour le programme de patrimonialisation institutionnelle d'inclure une réflexion sur le *jowraaku* alors même que les représentants de l'Etat ont des difficultés à aller au bout des réformes qu'ils souhaiteraient mettre en place. Les *jowro* peuvent être des « personnes ressources » pour définir les danses, les parures ou les éléments vestimentaires à sélectionner dans le cadre d'un inventaire, mais ils ne peuvent pas être intégrés, en tant qu'institution au fondement de la transhumance, à une réflexion plus générale sur la sauvegarde patrimoniale. Ils sont transformés en héritiers d'un système d'exploitation harmonieux, soucieux des hommes et de l'environnement sans que les modifications contemporaines entourant leur fonction soient prises en compte. Pourtant, la requalification patrimoniale des fêtes de transhumance peules devient un nouveau symbole utile aux revendications foncières des pasteurs.

### **Le classement international comme garantie de protection des pâturages**

- 11 La question des usages du patrimoine dans les luttes pour des revendications territoriales et de contrôle de ressources n'est pas une donnée nouvelle. Elle a été débattue en Afrique



et ailleurs et a été alimentée par les différentes disciplines des sciences humaines. Les géographes ont d'ailleurs insisté sur le fait que patrimonialiser était aussi un moyen de montrer son contrôle sur l'espace, de légitimer une occupation ou de revitaliser des territoires, le plus souvent ruraux (Di Méo & al., 1993 ; Bonerandi, 2005). L'espace patrimonialisé est alors mêlé à des usages pratiques du territoire qui en redéfinissent le sens. Ceci est d'autant plus vrai lorsque l'objet patrimonialisé est une institution permettant le maintien et la reproduction de droits sur un territoire. Selon cette perspective, les stratégies que déploient les divers intervenants dans la gestion pastorale (les groupes « propriétaires » de droits, les autorités communales, les *jowro*, les agents en charge de l'application de la décentralisation) mobilisent des usages contradictoires du passé des sociétés deltaïques et de l'histoire des institutions pastorales. Ces usages contradictoires doivent être considérés en fonction du processus de décentralisation politique qui pose le nouveau cadre à partir duquel les dynamiques territoriales et identitaires, dont celle de la patrimonialisation, sont posées. En effet, au Mali, comme ailleurs en Afrique, les discours qui ont accompagné la décentralisation en réactivant les polémiques sur le foncier ou la légitimité pour se présenter aux élections ont renforcé les références à l'autochtonie et à la nécessité de définir son appartenance à un lieu (Rowlands, 2002 ; Ceupens & Geshiere, 2005). Dans ce contexte, les jeux politiques locaux et les stratégies pastorales d'accès aux pâturages interfèrent avec des tentatives hésitantes de « gestion communautaire » et décentralisée des pâturages<sup>9</sup>. En effet, le classement patrimonial des festivités est perçu par les *jowro* comme un moyen de protéger les systèmes fonciers pastoraux et de réaffirmer les droits de certains groupes d'éleveurs « propriétaires » (*jeyaaBe*) par rapport à d'autres groupes non ayant droit.

- 12 Les discours sur l'égalité entre citoyens maliens qui ont accompagné la sensibilisation à la décentralisation en milieu rural ont été perçus comme des menaces pour la gestion du *burgu* par les *jowro*.

« Au moment où l'on voulait venir à la démocratie, c'est cette publicité qui a été faite à beaucoup de personnes, les gens qui ne sont pas propriétaires, on leur a dit que les *jowro* ne seront plus propriétaires. Si tu es à *JalluBe* ici et que les terres qui sont jusqu'aux *Maasina* t'appartiennent, on a dit que cela allait s'arrêter, on a dit qu'on allait reprendre la terre aux *jowro* et que la terre qui est à côté de toi t'appartient ».

- 13 Le slogan « nous sommes les mêmes » (« *min fuu gotum* ») a été utilisé pour diffuser le message de la décentralisation. Il exprime une égalité théorique de droits entre les citoyens maliens. Il ne signifie pourtant pas que « nous sommes tous égaux » (« *min fuu potum* »). Des individus de statuts différents peuvent dire qu'ils sont « les mêmes » (*gotum*) dans le sens où ils se réfèrent à un même univers de connaissance et à une organisation sociale commune sans qu'ils soient égaux dans cette organisation sociale (Le Marcis, 2001 : 378). « Par contre, dire qu'ils sont égaux (*potal*), c'est sous-entendre qu'ils ont les mêmes droits, les mêmes devoirs, ce que la pratique infirme » (Le Marcis, 2001 : 378). Cette lecture de la décentralisation et du *potal* explique les stratégies des lignages dominants et propriétaires pour se maintenir au pouvoir. Les éleveurs non-ayants droits sur les espaces pastoraux (comme les nouveaux propriétaires de bétail occupant des postes de fonctionnaire ou de cadre en milieu urbain mais aussi les allochtones du Delta) ou les *Fulbe* qui n'ont plus de cheptel et se sont reconvertis dans des pratiques agricoles peuvent avoir des intérêts divergents de ceux des « propriétaires » du *burgu*. Pour ces derniers, la menace viendrait des maires favorables à l'agriculture ou la riziculture qui mettraient en exploitation des parties de leur *burgu* ou des éleveurs extérieurs au Delta.

Dans cette situation, la patrimonialisation est perçue comme un argument pour la protection du système d'exploitation pastorale du Delta.

- 14 La requalification du *yāaral* et du *degal*, en tant que « patrimoine de l'humanité », en donnant aux enjeux pastoraux une dimension internationale, est vue comme un moyen d'assurer le maintien des structures pastorales et pourquoi pas de les développer. Du point de vue des éleveurs « *jeyaaɓe* » (propriétaire de pâturages), le classement patrimonial des fêtes renforce leur fonction clé de protection des pâturages face à d'autres éleveurs. Ces institutions pastorales peules présentent l'ambiguïté d'être des fêtes légitimant le contrôle de certains espaces par quelques groupes d'éleveurs (les « propriétaires du *burgu* »). L'utilisation de la qualification patrimoniale des fêtes se fait donc pour les éleveurs de *Jafaraaɓe* et de *Jalluɓe* dans un rapport exclusif envers les éleveurs étrangers au groupe de transhumance mais vivant dans leurs communes, envers les éleveurs allochtones fréquentant le Delta saisonnièrement et envers les autres activités du Delta (l'agriculture notamment). Même si cela semble paradoxal avec l'idée de patrimoine commun tel qu'il est promu par le discours institutionnel, le classement patrimonial devient un outil utile à mobiliser pour les éleveurs dans une situation d'imprécision quant aux statuts des territoires pastoraux et de leur devenir. Ces propos d'un éleveur de *Jalluɓe* font explicitement référence aux pâturages lignagers des *jowro* qui cristallisent aujourd'hui les tensions entourant le transfert des compétences en matière de gestion des ressources pastorales aux collectivités territoriales :

« Nous pensons que cela doit rester comme cela. Nous avons appris que quand quelque chose est classé patrimoine mondial cela reste intact, tel que c'était, donc si cela doit rester intact les *jowro* doivent continuer à gérer leur *burgu*. (...). Je pense qu'actuellement seul le classement est notre chance pour garder notre *burgu*. Si on dit *yāaral* et *degal*, c'est le *burgu*. Si le *burgu* n'appartient plus au *jowro*, il n'y a plus de *yāaral* et il n'y a plus de *degal*. Cela va devenir comme à Bamako, comme chez tout le monde où il y a beaucoup d'animaux. Le *yāaral* et le *degal* sont dus au fait qu'il y a un calendrier et une gestion. S'il n'y a pas cela, il n'y a pas *yāaral* et il n'y a pas *degal*. Si on classe quelque chose patrimoine culturel mondial et que cela doit rester intact (...) le Mali qui a accepté que ce soit classé patrimoine mondial même s'il veut reprendre la terre, il va nous laisser tels que nous sommes ».

- 15 L'inscription patrimoniale de « l'espace culturel du *yāaral* et du *degal* » affirme, au moins symboliquement, le pouvoir des éleveurs sur la zone. Elle reconnaît un système d'élevage transhumant s'effectuant entre deux zones écologiques distinctes dont les *jowro*, dans l'espace inondé, sont les pièces maîtresses. L'affirmation d'une identité pastorale et les références à la réglementation de la *Diina* ou au rôle du *jowro* permettent aux éleveurs de *Jafaraaɓe* et de *Jalluɓe*, même s'ils sont pour la plupart des agropasteurs, d'affirmer la spécificité pastorale du Delta et leur droit sur la gestion de l'espace. Elles sont pour eux un moyen de légitimer une présence historique sur le territoire deltaïque défini en référence au pastoralisme transhumant. La tradition est mobilisée pour maintenir une réglementation aujourd'hui modifiée par l'application de la décentralisation mais qui a fortement évolué au cours du temps. Pourtant, les habitants des communes ne jouissant pas de droits d'exploitation sur les ressources pastorales communautaires et les éleveurs considérés comme « étrangers » aux groupes de transhumance pourraient, à l'inverse des éleveurs bénéficiant de ces droits, soutenir la politique de gestion décentralisée et participative des ressources qui se met progressivement en place. Ceci aurait pour conséquence de modifier la fonction des fêtes de transhumance comme institution de protection du *Debbay* pour les éleveurs de *Jalluɓe* ou la préséance des *Jafaraaji* à *Jafaraaɓe* et donc de redéfinir les frontières de la communauté pastorale et des rapports qu'elle

entretient avec les autres groupes d'éleveurs qu'ils soient eux-mêmes propriétaires de *burgu* ou non.

- 16 Si la politique patrimoniale de l'État malien semble vouloir accompagner le processus de décentralisation par la possibilité offerte aux communes de mettre en place des activités de tourisme, les enjeux conjoncturels du pastoralisme transhumant et la problématique de la gestion concertée des ressources naturelles dans le Delta détournent les objectifs annoncés. La patrimonialisation des fêtes engagée par la DNPC n'est pas directement remise en question, mais le *yàaral* et le *degal* et par extension, l'organisation pastorale deltaïque ainsi que les images et les discours qu'elles supportent, en tant qu'objets patrimonialisés sont réinterprétés, recyclés, réinventés dans le nouvel espace politique créé par la décentralisation et les réformes qui l'accompagnent. Alors que les réflexions sur la territorialisation de l'élevage transhumant et la gestion polémique des ressources naturelles sont centrales pour penser le pastoralisme dans ses transformations, elles ne sont pas directement abordées dans les pratiques de sauvegarde patrimoniales proposées. Les aspects esthétiques et identitaires du pastoralisme sont mis en avant et réifiés au détriment d'une réflexion sur les modifications des structures pastorales. Les contraintes liées aux mutations de l'organisation territoriale ou les fêtes comme institutions de régulation saisonnière d'accès aux pâturages ne font pas partie des réflexions menées dans le cadre de leur promotion culturelle. Pourtant par les usages et les détournements du classement patrimonial, la requalification des fêtes en patrimoine présente un nouveau symbole pour légitimer qui, comment et à destination de qui exploiter les ressources pastorales du Delta. Les débats s'expriment à partir d'une relecture des droits passés et des mises en scène identitaires. Le classement, que ce soit dans les discours des agents chargés de la décentralisation ou des éleveurs eux-mêmes, vient – selon des objectifs contradictoires – renforcer les références à la réglementation de l'espace deltaïque par la *Diina*. Ces discours mobilisant classement patrimonial et héritage de la *Diina* vont soit dans le sens d'une réaffirmation du droit des *jowro* et des communautés détentrices de pâturages, soit dans le sens d'une réforme du statut de ces derniers au profit de la commune dans son ensemble (au sens de nouvelle communauté de référence). Le patrimoine est renégocié en fonction de la dynamique des jeux de pouvoirs permise par la décentralisation politique et la gestion du pastoralisme transhumant par les représentants de l'État. Le bien classé se transforme en une nouvelle ressource pour les acteurs tentant de légitimer l'exclusivité de leurs droits sur les pâturages deltaïques. Il pourrait alors s'opposer à sa gestion institutionnelle et décentralisée lorsque les réformes du statut des *jowro* seront réellement appliquées. Patrimonialisation et décentralisation, en renforçant une définition locale de l'appartenance, accentuent les distinctions entre les éleveurs « propriétaire » et « étrangers » ce qui pose problème à l'exercice de la citoyenneté dans un contexte de décentralisation. Dans ce sens, au-delà des rhétoriques patrimoniales institutionnelles, les enjeux de la tradition et de son énoncé sont porteurs de considérations économiques, politiques ou identitaires cruciales pour les acteurs qui les mettent en œuvre. La prise en compte de l'histoire, de la réalité des rapports de pouvoir inégaux et des politiques de gestion de l'identité et des territoires est indispensable pour rendre compte des représentations de la tradition et du patrimoine.

## BIBLIOGRAPHIE

- AMSELLE Jean-Loup, 2010, *Rétrovolution. Essai sur les primitivismes contemporains*, Paris, Stock, 233 p.
- ARNOLDI Marie-Jo, 2003, « Symbolically Inscribing the City: Public Monuments in Mali, 1995-2002 », *African Arts*, vol. 36, n° 2, p. 56-65 + 95-96.
- ARNOLDI Marie-Jo, 2006, « Youth Festivals and Museums: The Cultural Politics of Public Memory in Postcolonial Mali », *Africa Today*, vol. 52, n° 4, p. 55-76.
- BA Amadou Hampathé et DAGET Jacques, 1962, *L'empire Peul du Macina (1818-1853)*, vol. 1, Paris, Mouton & Co. (1<sup>ère</sup> édition : Études Soudanaises, Institut Français d'Afrique Noire, vol. 3, 1955), 308 p.
- BARRIERE Catherine et BARRIERE Olivier, 2002, *Un droit à inventer : foncier et environnement dans le Delta intérieur du Niger (Mali)*, Paris, IRD, 474 p.
- BAYART Jean-François, GESHIÈRE Peter et NYAMNJOH Francis, 2001, « Autochtonie, démocratie et citoyenneté en Afrique », *Critique internationale*, n° 10, p. 177-194.
- BONERANDI Emmanuelle, 2005 « Le recours au patrimoine, modèle culturel pour le territoire ? », *Géocarrefour*, vol. 80, n° 2, [En ligne] mis en ligne le 1<sup>er</sup> décembre 2008. URL : [http://geocarrefour.revues.org/index\\_991.html](http://geocarrefour.revues.org/index_991.html) (consulté le 30 septembre 2009).
- BOUJU Jacky, 2000, « La construction sociale de l'identité des autres : l'invention de la tradition dogon revisitée », communication lors du colloque de Nice, 2000.
- CEUPPENS Bamby and GESHIÈRE Peter, 2005, « Autochthony: local or Global? New Modes in the Struggle over Citizenship and Belonging in Africa and Europe », *Annual Review of Anthropology*, n° 34, p. 385-407.
- CIARCIA Gaetano, 2003, *De la mémoire ethnographique. L'exotisme en pays dogon*, Paris, Cahier de l'Homme, Éditions de l'EHESS, 200 p.
- CISSE Salmana, 1986, « Le delta intérieur du Niger : organisation spatiale », in ADAMU Madhi et KIRK-GREENE A.H.M. (dir.), *Pastoralists of the West African Savanna*, Manchester, Manchester University Press, p. 283-297.
- CISSE Salmana, 1999, « Décentralisation et développement dans le delta intérieur du Niger (Mopti, République du Mali) », in BOURGEOT A. (dir.), *Horizons nomades en Afrique sahélienne. Société, développement et démocratie*, Paris, Karthala, p. 137-150.
- CISSE Salmana et COTULA Lorenzo, 2007, « A case study: changes in 'customary' resource tenure systems in the inner niger delta, Mali », in COTULA L. (dir.), *Changes in « customary » land tenure systems in Africa*, London, iied et Fao, p. 81- 101.
- DE JORIO Rosa, 2006, « Politics of Remembering and Forgetting: The Struggle over Colonial Monuments in Mali », *Africa Today*, vol. 52, n° 4, p. 79-106.
- DI MEO Guy, CASTAINGTS, Jean-Pierre et DUCOURNAU Colette, 1993, « Territoire, patrimoine et formation socio-spatiale (exemples gascons) », *Annales de Géographies*, tome 102, n° 573, p. 472-502.

DNPC (Direction Nationale du Patrimoine Culturel), 2004, *Proposition d'inscription de biens sur la liste du patrimoine oral et immatériel de l'humanité. Espace culturel du Jarraï dégal au Mali*. République du Mali, Bamako, UNESCO.

DOQUET Anne, 2006, « Décentralisation et reformulation des traditions en pays dogon. Les manifestations culturelles des communes de Dourou et Sangha », in Fay C., Koné Y. F., & Quiminal C. (dir.), *Décentralisation et pouvoirs en Afrique. En contrepoint, modèles territoriaux français*, Paris, IRD, p. 303-319.

DOQUET Anne, 2008, « Festivals touristiques et expressions identitaires au Mali », *Africulture*, [En ligne], mis en ligne le 5 mai 2008, URL : <http://www.africultures.com/php/index.php?nav=article&no=7580> (consulté le 2 mai 2010).

DRPIA (Direction Régionale de la Production et de l'Industrie Animale de Mopti), 2009, *Conférence Régionale sur le bourgoutières*, Rapport bilan de la campagne 2008-2009 et perspective 2009, document PowerPoint, DRPIA, Mopti.

FAY Claude, 1999, « Pastoralisme, démocratie et décentralisation au Maasina (Mali) », in Bourgeot A. (dir.), *Horizons nomades en Afrique sahélienne. Sociétés, développement et démocratie*, Paris, Karthala, p. 115-136.

FAY Claude, KONE Yaouaga-Félix, & QUIMINAL Catherine (dir.), 2006, *Décentralisation et pouvoirs en Afrique. En contrepoint, modèles territoriaux français*, Paris, IRD, 516 p.

HAGBERG Sten, 2006, « The Transformation of Ritual Boundaries in Resource-Use Practices in Burkina », *Africa Today*, vol. 52, n° 4, p. 109-129.

KONATE Doulaye, 2006, *Travail de mémoire et construction nationale au Mali*, Paris, L'Harmattan, 122 p.

GALLAIS Jean, 1967, *Le delta intérieur du Niger, Étude de géographie régionale*. Mémoires de l'Institut fondamental d'Afrique noire, Dakar, IFAN, n° 79, 2 tomes, 625 p.

LEBLON Anaïs, 2011, « La sélection paradoxale. La patrimonialisation des fêtes de transhumance peules au Mali », in DROUIN Martin et RICHARD-BAZIRE Anne (dir.), *La sélection patrimoniale*, Cahiers de l'Institut du patrimoine de l'UQAM, p. 195-214.

LEGROSSE Pascal, 1999, « Perception de redevances de pâturage et transhumance des Peuls au Maasina (Mali) », in BOTTE R., BOUTRAIS J. & SCHMITZ J. (dir.), *Figures peules*, Paris, Karthala, p. 239-266.

LE MARCIS Frédéric, 2001, *Des maux ordinaires. Une anthropologie de la santé au quotidien dans le Maasina (Mali)*, Thèse de doctorat en anthropologie sous la direction de Didier Fassin, EHESS-Paris.

MOSELEY William G., EARL, Julia A. et DIARRA Lassine, 2002, « La décentralisation et les conflits entre agriculteurs et éleveurs dans le delta intérieur du Niger », in ORANGE Didier, ARFI Robert, KUPER Marcel et al. (dir.), *Gestion intégrée des ressources naturelles en zones inondables tropicales*, Paris, IRD éditions, p. 101-118.

OUALLET Anne, 2003, « Perceptions et réutilisations patrimoniales en Afrique. Quelques exemples maliens », in GRAVARI-BARBAS Maria et GUICHARD-ANGUIS Sylvie, *Regards croisés sur le patrimoine dans le monde à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Presse de l'université de Paris-Sorbonne, p. 59-75.

OUALLET Anne 2003b, « Affirmations patrimoniales au Mali : logiques et enjeux », *Patrimoines et développement dans les pays tropicaux*, Pessac, DYMSET et CRET, p. 301-312 (Espaces tropicaux, 18).

ROWLANDS Michael, 2002, « Cultural Heritage and the role of traditional intellectuals in Mali and Cameroon », in SHORE C. & NUGENT S. (eds.), *Elite Culture. Anthropological perspectives*, London, Routledge, p. 145-157.

SANANKOUA Bintou, 1990, *Un empire peul : la Diina du Maasina*, Paris, Karthala, 174 p.

## Texte de lois

Loi n° 004/ du 27 février 2001 portant Charte pastorale en République du Mali.

Décret n° 09-430 : P-RM du 18 octobre 2006 fixant les modalités d'application de la Loi n° 01-004 du 27 février 2001 portant charte pastorale en République du Mali.

Loi n° 96-050 du 16 octobre 1996 portant principes de constitution et de gestion du domaine des collectivités territoriales.

## NOTES

1. Cette étude a été menée dans le cadre d'une thèse d'anthropologie sur la patrimonialisation des fêtes du *yāaral* et du *degal*. Elle a donné lieu à une enquête de terrain d'une durée totale de 15 mois. Les principales données ayant servi à la réalisation de cet article ont été recueillies par entretiens auprès de bergers, d'éleveurs, de maires, de *jowro* et de responsables politiques et administratifs dans la région de Mopti. Un travail sur les textes des lois portant création des communes a été complété par la consultation des ONG et des services de l'État chargés de la gestion du pastoralisme et de l'application de la décentralisation.
2. En 2008, il a été inscrit à la *Liste Représentative du Patrimoine Culturel Immatériel* de l'UNESCO.
3. Administrativement, la région de Mopti est la 5<sup>ème</sup> région du Mali.
4. Le *yāaral* et le *degal* dateraient de la sédentarisation imposée aux Peuls par la *Diina* du *Maasina*, royaume théocratique musulman fondé par Sékou Amadou en 1818. Il réglementa l'activité pastorale en établissant des pistes de transhumance et des préséances d'accès aux pâturages (Bâ & Daget, 1962 ; Sanankoua, 1990 ; Gallais, 1967). Les mesures prises à cette époque restent les références régissant l'utilisation des terres, de l'eau et des pâturages.
5. Dans ses premières années, la Conférence des bourgoutières avait pour objectif d'organiser la collectivisation des pâturages demandée par le régime socialiste de Modibo Keita. Elle supprima le droit des *jowro* sur les bourgoutières. L'État n'arriva pourtant jamais à suspendre leur perception des redevances. Après avoir exclu les *jowro*, la Conférence des bourgoutières les réintégra dans les années 1990 en les reconnaissant comme les gestionnaires du *burgu* et les représentants des éleveurs (Fay, 1999 ; Barrière & Barrière, 2002).
6. Il comporte : « les pâturages herbacés et aériens, les bourgoutières communautaires ; les terres salées ; les points d'eau ; les gîtes d'étape ».
7. Cette redistribution ne s'étend pas seulement au pouvoir politique local puisque les membres de la famille paternelle du *jowro* en profitent également.
8. Si la *Diina* avait pu établir un système de répartition équilibré entre l'activité pastorale et l'exploitation agricole des pâturages, ceci était possible dans la mesure où ces activités étaient contrôlées par des groupes d'éleveurs dominants politiquement. Un retour au code de la *Diina* serait aujourd'hui anachronique. Le système qu'elle imposa est inséparable des circonstances historiques qui l'ont vu naître (pouvoir religieux et guerrier peul, démographie humaine et animale limitée, travail agricole effectué par une main d'œuvre servile) (Fay 1999 : 122 et sq. ; Cissé, 1986, 1999). La poussée de l'agriculture, le déplacement des surfaces rizicoles sous l'effet de la baisse du niveau des crues, l'augmentation démographique humaine et animale, le transfert de

la propriété du bétail vers des propriétaires non-éleveurs, les évolutions dans la perception des redevances de pâtures par les *jowro* mais surtout la perte du pouvoir politique par les Peuls modifient la pratique pastorale et sa réglementation.

9. Dans les faits, le transfert des compétences aux collectivités territoriales décentralisées n'est pas encore effectif dans la majorité des communes. Il se limite souvent à la perception d'une taxe communale au niveau des points de traversée des fleuves ou se réalise de manière confuse, sans définition claire des droits de chacun des intervenants.

## RÉSUMÉS

Cet article à partir de l'ethnographie de la patrimonialisation de fêtes de transhumance peules dans Delta intérieur du Niger par l'État malien aborde le processus de requalification patrimoniale comme une déclinaison locale des rapports entre l'État malien (et son administration) et le monde pastoral au moment où la décentralisation est effective. Les usages et les objectifs du classement *yàaral* et du *degal* à la liste des chefs-d'œuvre du patrimoine oral et immatériel de l'UNESCO seront interrogés à partir d'une analyse des interactions entre des procédures concrètes d'application du processus de décentralisation politique et des pratiques ordinaires du pastoralisme dans le contexte spécifique du Mali contemporain. Les réformes en cours sur le statut des *jowro* (responsables d'un groupe de transhumance) et des territoires pastoraux dont ils ont la charge servent d'exemple pour dénouer l'imbrication des arguments politiques, écologiques et identitaires du programme de patrimonialisation de ces institutions de gestion des ressources pastorales du Delta intérieur du Niger. La patrimonialisation des fêtes engagée par la DNPC n'est pas directement remise en question par les groupes de transhumance du Delta, mais le *yàaral* et le *degal* et par extension, l'organisation pastorale deltaïque ainsi que les images et les discours qu'elles supportent, en tant qu'objets patrimonialisés sont réinterprétés, recyclés, réinventés dans le nouvel espace politique créé par la décentralisation et les réformes qui l'accompagnent.

This article from the ethnography on the heritagization of *Fulbe* transhumance celebrations in Inner Niger Delta by Malian government discusses the process of asset reclassification as a local version of the relationship between the Malian government (*and his* administration) and the pastoral world when decentralization is effective. The purpose and objectives of *yàaral* *Degal* classification on the list of "Masterpieces of the Oral and Intangible Heritage" of UNESCO will be questioned from an analysis of interactions between concrete procedures for implementing decentralization policy and standard practices of pastoralism in the specific context of contemporary Mali. The ongoing reforms on the status of *jowro* (*responsible for* a group of transhumance) and pastoral territories they are responsible provide an example to resolve the overlapping of political arguments, ecological and identity program of heritagization of these institutions of pastoral resources management in the Inner Niger Delta. Heritagization bound by the DNPC is not directly challenged by groups of transhumance in the Delta, but the *yàaral* and *Degal* and by extension, the deltaic pastoral organization and the discourses and images that bear, as patrimonialized objects are reinterpreted, recycled, reinvented in the new political space created by decentralization and reforms that accompany it.



## INDEX

**Mots-clés** : patrimonialisation, décentralisation, jowraaku, pastoralisme, peul, Delta intérieur du Niger

**Index géographique** : Mali

**Keywords** : heritagization, decentralization, jowraaku, pastoralism, Fulbe, Inner Niger Delta

## AUTEUR

**ANAÏS LEBLON**

Centre d'études des mondes africains (Cémaf-Aix) CNRS UMR 8171 – Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme – Université de Provence  
anaisleblon@gmail.com